

Mon ami Marc Humbert m'a fait l'honneur de me confier la présidence de cette première séance plénière de notre colloque « Économie et démocratie » et de me demander de l'inaugurer en présentant brièvement quelques idées générales sur ce thème. C'est évidemment un honneur redoutable. Le sujet est si vaste et inépuisable, si multiforme, il est possible de l'aborder sous des angles si divers que toute proposition générale a de fortes chances d'apparaître parfaitement arbitraire ou creuse, et toute proposition pas trop générale d'être éminemment discutable. Mais je n'ai pas d'autre choix que de courir ce risque. Et tant qu'à faire, autant le courir jusqu'au bout et radicalement en formulant à la fois des propositions générales et mon interprétation personnelle de celles-ci.

Il n'est pas trop difficile d'identifier les questions et les inquiétudes qui nous réunissent ici et qui pourraient se résumer en trois points principaux : 1°) Nous partageons tous le sentiment que le fonctionnement actuel de l'économie constitue une grave menace pour la démocratie. 2°) Nous pensons que la science économique standard, celle qui est enseignée à peu près à l'identique un peu partout dans le monde, non seulement ne nous permet pas de comprendre le monde réel, qu'elle ne sait pas décrire, mais que, sous couvert de science positive elle produit en fait un discours massivement normatif – un discours idéologique diraient certains – qui aboutit en fait à légitimer les dérives anti-démocratiques de l'économie. 3°) Nous voulons contribuer à l'élaboration collective d'un savoir économique différent qui permette, au contraire, de mieux comprendre la réalité et de réconcilier économie et démocratie.

Peut-être ne serez-vous pas pleinement d'accord avec tel ou tel mot, avec certaines des expressions que j'ai utilisées, mais je suppose qu'il n'y aura pas ici beaucoup d'opposants aux trois idées générales que je viens d'énoncer.

Trois premières séries de thèses

En revanche, il est probable que nombre d'entre vous risquent de contester plus ou moins fortement trois autres séries d'affirmations un peu moins générales, que je voudrais maintenant présenter et dont je sais bien que chacune d'entre elles fait ou peut faire problème. Mais nous sommes là pour discuter et essayer d'avancer, et non pour nous conforter mutuellement dans nos certitudes déjà acquises. Je me risque donc.

1°) *Quant au mot « économie »*. Il est possible, à la suite notamment de Karl Polanyi, de distinguer deux sens principaux du mot économie : un sens substantiel – « économique » désigne alors la manière d'assurer la satisfaction des besoins – et un sens formel, le choix en situation de rareté, la mise en balance des moyens et des fins, des coûts et des avantages. En ce second sens, et en dernière instance, le mot économique ne désigne rien d'autre que le choix opéré sur un marché ou sur un quasi-marché, entre des consommations alternatives. L'économique s'identifie alors au marché. Ma première thèse est que dans le monde contemporain, globalisé, une part toujours croissante des besoins n'est susceptible d'être satisfaite que par le détour du marché. En termes plus abstraits : l'économique substantiel est de plus en plus subsumé dans le marché et se confond donc de plus en plus avec l'économique formel (en dépit de la place énorme tenue par le secteur informel, mais il s'agit là d'un autre sens du mot « formel »)

2°) *Quant au rapport du marché et du capitalisme*. Ma deuxième thèse est que, que, comme l'économie capitaliste, l'économie de marché peut être plus ou moins développée, plus ou moins concentrée, animée par des entreprises plus ou moins grosses ou petites, de l'échoppe de l'artisan à la multinationale, mais qu'il n'y a pas de raison théorique d'opérer de distinction proprement économique et *a priori* entre marché et capitalisme. Sauf à introduire des distinctions pour des raisons qu'il faut alors expliciter, économie de marché et économie capitaliste, au départ, c'est la même chose. Il est donc vain de prétendre se débarrasser du mauvais capitalisme dans l'espoir de retrouver le bon marché, un marché purifié du capital. Ou encore : il est bien sûr possible et souhaitable, d'accorder moins de place au marché, et donc au capitalisme, de modifier son mode d'inscription dans la réalité sociale, mais il est illusoire de vouloir être aussi productif que lui à partir d'un autre système économique.

3°) Ma troisième thèse, celle sur laquelle je voudrais me concentrer ici, est qu'il existe un lien étroit, une forte co-extensivité entre le marché (ou le capitalisme) et la démocratie des modernes. Ils naissent en même temps, ils s'alimentent, se complètent ou se déchirent l'un l'autre, si bien que nous n'avancerons pas vraiment aussi longtemps que nous n'aurons pas bien compris la nature de ce lien.

Quelques mots de commentaire sur ces trois séries de thèses avant d'en venir à l'essentiel. À les considérer ensemble, il est clair qu'elles débouchent sur des propositions et des identifications inconfortables, qu'il est possible de résumer comme suit : L'économique se résorbe de plus en plus dans le marché. Le marché n'est pas par essence différent du capitalisme. Il n'y a en tout cas pas de marché sans capital. Et le sort de la démocratie est intimement lié, pour le meilleur ou pour le pire, à celui du capitalisme. Je n'ai évidemment pas le temps

d'essayer de démontrer ici chacune de mes trois thèses. Mais vous aurez compris, je crois, l'idée principale qui les anime : c'est celle qu'il ne sert à rien de placer nos espoirs dans un autre monde radicalement différent de celui que nous connaissons, dans une économie toute autre, dans l'abolition de tout ce qui existe. Non, c'est au sein du monde dans lequel nous vivons, en profitant de son écart à lui-même, de son hétérogénéité, qu'il nous faut (re)trouver les ressources intellectuelle, morales, politiques et existentielles nécessaires pour échapper aux catastrophes qui le menacent en revivifiant l'idéal démocratique.

Du rapport entre capitalisme et démocratie

Je voudrais maintenant me concentrer sur la troisième thèse, celle qui affirme qu'il existe un lien étroit entre capitalisme et démocratie. Ne nous le dissimulons pas, l'existence d'un tel lien est difficile à penser et à admettre pour nous autres, hommes et femmes de gauche, ou issus de la gauche, qui avons à cœur de dénoncer les dérives anti-démocratiques du capitalisme et de lutter contre elles. En un sens, tout était plus facile à l'époque où on pouvait opposer clairement capitalisme et démocratie, et se dire avec le marxisme ou dans une perspective socialiste radicale que dans le cadre du capitalisme la démocratie ne peut être, au mieux, que formelle et que pour réaliser la démocratie, pour la rendre effective, il faut et il suffit de se débarrasser du capitalisme. Mais nous ne pouvons plus faire comme si cette perspective de pensée n'avait pas échoué et comme si dans nombre de pays l'aspiration à se libérer des régimes politiques et sociaux autoritaires, l'aspiration à la démocratie, donc, n'allait pas de pair avec le désir d'améliorer son niveau de vie en augmentant sa consommation de marchandises (en « *bettering one's own condition* », disait Adam Smith). Du coup, le problème que nous avons à résoudre aujourd'hui est qu'un grand nombre des évolutions du monde auxquelles nous voulons nous opposer, des évolutions qui renforcent le capitalisme, semblent résulter et résultent souvent en effet de motivations au départ démocratiques. Par exemple, nous aimerions limiter la part des industries polluantes ou des industries d'armement, mais il y a des chances pour que les salariés de ces industries décident au contraire, démocratiquement, de les accroître pour préserver leur emploi. Du coup, comme nous n'avons pas d'autres normes à disposition que les normes démocratiques, nous nous retrouvons dans une situation d'impuissance normative, et d'impuissance tout court.

Quelle est donc la nature de ce lien entre capitalisme et démocratie ? Il est bien évidemment complexe et multidimensionnel. Je veux en retenir ici seulement trois dimensions et distinguer, entre capitalisme et démocratie, un lien historique, un lien ontologique et un lien dialectique

1°) *Un lien historique.* Tout d'abord, on peut montrer, qu'historiquement c'est la dynamique démocratique, impulsée dès le XI^{ème} siècle en Europe par le mouvement de libération des villes de la tutelle des seigneurs, gens d'épée ou gens d'Église, qui a été à l'origine de la construction des institutions du marché. En un mot, si l'air de la ville rend libre (*die Luft der Stadt macht frei*), c'est parce que, avec l'appui des monarchies en lutte contre les aristocraties féodales, (ou inversement), l'institution communale crée les espaces pacifiés qui se révéleront favorables au commerce. Comprenons bien : c'est l'édification de lieux de démocratie, dans les interstices du pouvoir seigneurial et du pouvoir monarchique, qui prélude à la construction du marché. C'est le mouvement démocratique moderne qui impulse le capitalisme, et non l'inverse. Mais ce qui était vrai à l'origine ne l'est plus nécessairement aujourd'hui, où ce sont le plus souvent des régimes autoritaires ou despotiques qui président à la généralisation du marché.

2°) *Un lien ontologique.* Le second lien que je vois entre démocratie et capitalisme est ontologique. Comme pour toute notion, il est possible de discuter à l'infini de la bonne définition du capitalisme. Pour ma part, j'en retiens deux traits principaux. D'une part c'est un système de production pour le marché qui se caractérise, d'autre part, par une dynamique d'expansion ou d'accumulation infinie, sans limites¹. C'est par ce second trait notamment que le capitalisme entretient un rapport de proximité troublant avec la démocratie. Elle aussi sujette à de multiples définitions, mais dont une des composantes principales, pour le dire dans le langage de Tocqueville est l'aspiration à l'égalité des conditions, la haine du privilège, et donc l'affirmation que chacun vaut autant en principe que tous les autres, que les plus puissants ou les plus riches. Ou encore, tout sujet humain désire accroître sa puissance de vivre et d'agir, dirait Spinoza, ses *capabilities* dirait Amartya Sen. La dynamique démocratique est précisément celle qui promet à chacun d'accéder à cet accroissement de sa puissance de vivre et d'agir. Et c'est là où elle rencontre directement la dynamique du capitalisme. On ne peut en effet pas promettre à tous d'accéder à la supériorité militaire qui fonde les aristocraties guerrières ou à la virtuosité religieuse sur laquelle reposaient les théocraties. En revanche il semble plausible de promettre à tous de posséder

¹ C'est est ici qu'on peut réintroduire, si l'on veut, une distinction entre le marché et le capitalisme. Ils s'identifient si on définit le capitalisme uniquement comme un système de production pour le marché. Ils se différencient si on distingue entre un capitalisme limité par tout un ensemble de régulations, qu'on appellera marché, et un capitalisme d'illimitation affranchi de toute régulation éthique ou politique.

ou de consommer toujours davantage de biens. Le capitalisme apparaît alors comme le bras séculier qui a pour charge de tenir la promesse démocratique.

3. *Un lien dialectique.* Mais ce mariage entre capitalisme et démocratie ne peut être vertueux qu'aussi longtemps que le capitalisme reste subordonné à une loi éthique et politique qui permet d'intégrer ceux qui en étaient exclus à l'intérieur de la communauté démocratique en restreignant l'accroissement de puissance des plus riches au profit des plus démunis (c'est l'intuition de Rawls). Il devient vicieux, au contraire, contre-productif à partir du moment où la dynamique d'accroissement de la puissance des plus riches se libère de toute obligation et de tout contrôle démocratique et bascule alors dans la pure démesure, dans l'*hubris*, l'illimitation.

Conclusion

Manifestement, avec la victoire du néo-libéralisme qui a permis l'expansion d'un capitalisme rentier et spéculatif à l'échelle planétaire, c'est à un basculement dans l'illimitation, d'une ampleur sans précédent que nous assistons depuis une vingtaine d'années. Or, même du côté de certains libéraux (parfois plus audacieux que nos sociaux-démocrates...), on commence à entendre des voix qui annoncent une auto-destruction prochaine du capitalisme. Qui va de pair avec une auto-destruction plus ou moins invisible de la démocratie. Voilà qui doit nous amener à complexifier et à compléter notre analyse des rapports entre capitalisme et démocratie en disant qu'il existe dans chacune de ces deux dynamiques - la dynamique capitaliste et la dynamique démocratique-, une composante de désir de vie, d'Eros, et une composante de désir de mort, de Thanatos. C'est Thanatos qui prend le dessus et le commandement quand le désir de vie bascule dans l'illimitation, dans l'anomie, ou, au contraire, quand il n'est pas assez puissant. Aujourd'hui, *i.e.* depuis une vingtaine d'années nous nous retrouvons dans une situation périlleuse dans laquelle l'illimitation du désir de richesse, l'*hubris* capitaliste, se marie à une atonie croissante du désir de démocratie, une perte de la volonté démocratique (acédie). Comment expliquer une telle situation ? Comment tenter d'y remédier ? Là encore, les causes sont multiples et interdépendantes. Mais il me semble peu douteux quant à moi qu'une des raisons principales de ce mélange d'*hubris* et, d'acédie réside dans la perte des « grands récits » d'hier, cette perte dont se réjouissent si fort tous les penseurs d'inspiration postmoderne. Or, ces grands récits, qu'ils fussent religieux, humanistes ou athées, avaient le double avantage de fournir aux plus puissants des incitations à auto-limiter leur puissance et aux plus faibles de raisons d'espérer un avenir meilleur. La démocratie se développait à l'intersection de ces deux blocs de motivations.

Parce que Pekea réunit, notamment, des économistes critiques, autrement dit ceux qui sont au cœur des interdépendances et des tensions entre capitalisme et démocratie, elle peut et doit jouer un rôle tout à fait central dans la formulation de nouveaux discours et de nouvelles normes universalisables qui permettent d'impulser une lutte planétaire contre toutes les formes d'illimitation et de revivifier du même coup l'idéal démocratique. Quant à moi, je crois que cette lutte sur deux fronts, contre l'illimitation, pour la démocratie, pourrait être à la fois symbolisée et concrétisée par l'engagement en faveur de deux mesures complémentaires : la définition d'un revenu minimum, d'un seuil de ressources en dessous duquel aucun être humain ne devrait pouvoir tomber, d'une part et, d'autre part, un revenu maximum, une richesse maximale au-delà de laquelle il est tout simplement indécent de prétendre, vouloir aller.

En un mot, l'enjeu est de définir les conditions économiques et morales d'une humanité et d'une démocratie durables. C'est à cette tâche que nous devons nous atteler.